

« Baromètre 2025 de l'Épargne en France et en régions » - En Île-de-France :

**SUR LE COMPORTEMENT D'ÉPARGNE DES FRANCILIENS :
Constance et frilosité au risque en sont les marqueurs.**

SUR LA RETRAITE :

**La confiance des actifs franciliens envers le système de retraite par répartition s'érode,
22 % l'envisagent comme seule source de revenus lorsqu'ils seront retraités,
89 % estiment qu'il est nécessaire d'épargner par eux-mêmes pour compléter leur future pension.**

**58 % ont l'intention de se tourner vers le Plan Épargne Retraite (PER),
21 % d'entre eux y ont déjà souscrit (+ 5 points versus avril 2024).**

SUR LE FINANCEMENT DE LA DÉFENSE :

Près de quatre Franciliens sur dix sont prêts à investir dans l'économie de la défense (37 %).

Le « **Baromètre de l'épargne en France et en régions** », réalisé par Ifop pour Altaprofits, Courtier et Conseil en Gestion de Patrimoine en ligne, mesure l'évolution des comportements d'épargne des Français, à travers le temps, avec un approfondissement spécifique du sujet du financement de la retraite. La **7^e édition** s'inscrit dans un contexte particulièrement chahuté : instabilité politique sur fond de fortes contraintes budgétaires en France, climat d'incertitude mondiale liée aux tensions géopolitiques et à la guerre commerciale lancée par le Président Trump depuis janvier, avec son apogée le 2 avril. Ce contexte sert de grille de lecture pour l'analyse des résultats qui va suivre. Un point spécifique d'actualité a également été ajouté cette année sur le financement de la défense.

Cette année, à l'occasion du très prochain **60^{ème} anniversaire de l'émancipation financière des Femmes** (le 13 juillet 1965, le Parlement adoptait la loi n° 65-570 portant sur la réforme des régimes matrimoniaux, permettant aux femmes mariées d'ouvrir un compte bancaire, de signer des chèques, de travailler sans l'autorisation de leur mari), le « **Baromètre 2025 de l'épargne en France et en régions** » vient souligner les différences de comportement d'épargne entre les hommes et les femmes.

Ce qu'il faut en retenir pour la région Île-de-France :

I - LE COMPORTEMENT D'ÉPARGNE DES FRANCILIENS EST GLOBALEMENT STABLE AVEC TOUJOURS UNE AVERSION AU RISQUE UN PEU MOINS MARQUÉE QU'AU NIVEAU NATIONALE.

En termes de placement d'argent et de fréquence, de type de produits d'épargne et de placements privilégiés :

• **84 % de Franciliens déclarent placer de l'argent sur leurs produits d'épargne (+ 6 points versus 2024) et la fréquence de placement est sur une tendance orientée à la hausse.**

Parmi ceux ayant déclaré posséder au moins un produit d'épargne :

• **L'aversion au risque, bien que majoritaire aussi chez les Franciliens, est moins marquée que dans les autres régions : 64 % des Franciliens ont recours à des produits sans risque, même avec un faible rendement et 21 % continuent de**

privilégier des produits « un peu risqués » avec un rendement espéré plus important. L'intérêt pour les produits plus responsables pour l'environnement et la société quel que soit le rendement stagne (10 %) tandis qu'il diminue pour les produits risqués avec une chance d'obtenir un rendement important (5 %).

• **En cohérence avec cette aversion au risque, les épargnants franciliens, comme ceux des autres régions, privilégient largement les livrets réglementés (Livret A, LDDS, PEL, ...) pour 71 % d'entre eux. Viennent ensuite l'assurance vie pour 29 %,** puis le Plan Épargne Retraite (PER) (17 %), le Plan Épargne en Actions (PEA) (15 %). Les scores de ces trois placements sont supérieurs aux moyennes nationales, respectivement de + 5 points pour l'assurance vie et le PER, + 4 points pour le PEA. Les Sociétés Civiles de Placement Immobilier (SCPI) arrivent loin derrière avec seulement 5 % de répondants.

À l'échelle nationale. Les comportements d'épargne des Français sont globalement stables. On relève toutefois de légers signaux indiquant que le contexte économique est perçu plus difficile comme une augmentation du nombre de Français ne plaçant « jamais » d'argent (13 %, + 8 points versus 5 % en 2024) ou déclarant avoir recours à des produits sans risque, même avec un faible rendement (73 %, + 4 points versus 69 % en 2024).

Les critères nationaux de genre sont particulièrement explicatifs des comportements d'épargne :

RÉSULTATS NATIONAUX AUPRÈS DES FEMMES

Alors que la proportion d'épargnantes est similaire à celle des hommes (82 % des femmes placent de l'argent sur leurs produits d'épargne contre 83 % d'hommes), **les femmes continuent de privilégier plus massivement des produits d'épargne sans risque par rapport aux hommes** (76 %, un score stable, contre 69 % des hommes). Cette plus grande aversion au risque se remarque notamment par **une préférence marquée de leurs homologues masculins pour les Plans Épargne en Actions (PEA)** (8 % des femmes contre 16 % des hommes).

« Derrière l'image d'épargnant "bon père de famille" raisonnable, une forte aversion au risque perdure en matière d'argent ; cette aversion au risque est encore plus marquée chez les femmes. C'est un marqueur fort des comportements d'épargne des Français »,
Catherine Baudeneau, Directrice Marketing Offre et Communication d'Altaprofits.

II. LA RETRAITE.

Exploré dans cette édition 2025 du « **Baromètre de l'épargne en France et en régions** », le thème de la retraite résonne avec l'actualité d'une réforme des retraites adoptée en 2023 mais toujours contestée par plusieurs familles politiques. Tandis que les syndicats et organisations patronales travaillent « en conclave » sur des pistes d'améliorations, le sujet reste au cœur du débat public.

1. ALORS QUE LA TENDANCE NATIONALE RÉVÈLE UNE ÉROSION DE LA CONFIANCE ENVERS LE SYSTÈME DE RETRAITE PAR RÉPARTITION, LES ACTIFS FRANCILIENS SE MONTRENT ÉGALEMENT PESSIMISTES ET LA NÉCESSITÉ D'ÉPARGNER EUX-MÊMES « PAR CAPITALISATION » NE S'EN TROUVE QUE CONFORTÉE.

Si 65 % des actifs franciliens ne connaissent pas le montant qu'ils percevront au moment de la retraite (dont 39 % qui déclarent l'ignorer tout à fait), **ils sont tout autant à anticiper une baisse de leur niveau de vie** (66 %), tandis que 28 % estiment qu'il devrait rester stable et 6 % qu'il pourrait augmenter. Les actifs d'Île-de-France se montrent ainsi un peu plus avertis (5 points d'écart par rapport à la moyenne nationale) et un peu moins pessimistes sur leur niveau de vie que les actifs dans les autres régions (6 points d'écart avec la moyenne nationale sur l'anticipation d'une baisse de niveau de vie).

Dans ce contexte, **la très grande majorité des actifs franciliens estime qu'il est nécessaire d'épargner par eux-mêmes pour se constituer un revenu supplémentaire au moment de la retraite (89 %, dont 49 % qui l'estiment « tout à fait » nécessaire).** Ces scores sont en hausse respectivement de + 6 et + 7 points en un an.

En lien avec ces tendances consolidées, **la confiance des actifs d'Île-de-France envers la capacité du système de retraite par répartition à garantir leur niveau de vie au moment de la retraite est faible (l'une des plus basses en région avec les Pays de la Loire) et bien en deçà de la moyenne nationale.** Ils sont 22 % à estimer que leurs revenus proviendront en

totalité du système de retraite par répartition, - 6 points par rapport à la moyenne nationale (28 %), et **45 % à envisager que leurs revenus pourraient majoritairement provenir du système de retraite actuel, mais avec un complément « par capitalisation »** (47 % au niveau national).

Ainsi, ils sont plus nombreux à accorder une place plus importante à la retraite « par capitalisation ». 20 % des actifs franciliens, par ailleurs, considèrent que leurs revenus pourraient provenir à parts égales de leur pension retraite et de leur épargne ou de leurs placements financiers ou immobiliers (15 % au niveau national) et 13 % envisagent enfin maintenir leur niveau de vie à la retraite **en majorité grâce à leur épargne** ou à leurs placements financiers ou immobiliers, avec leur pension retraite comme complément (contre 10 % au niveau national).

RÉSULTATS NATIONAUX AUPRÈS DES FEMMES

Seul un quart des femmes actives déclarent connaître le montant de leur future pension retraite (26 % contre 35 % d'hommes, soit - 9 points), **un score néanmoins en hausse de 5 points cette année**. Si les femmes restent ainsi moins informées sur ce sujet, **celles de 35 ans et plus sont pourtant significativement plus nombreuses à anticiper une baisse de leur niveau de vie** (78 %, + 6 points versus la moyenne nationale, et + 3 points par rapport aux hommes de la même tranche d'âge).

2. POUR LES ACTIFS FRANCILIENS, LE PLAN ÉPARGNE RETRAITE (PER) SE MAINTIENT ÊTRE UN PLACEMENT STRATÉGIQUE POUR SE CONSTITUER PAR LEURS PROPRES MOYENS UN COMPLÉMENT DE REVENU MALGRÉ LEURS PRIORITÉS BUDGÉTAIRES.

• **Plus d'un tiers des actifs (37 % dont 9 % « certainement ») déclarent cette année avoir l'intention de souscrire à un Plan Épargne Retraite (PER), tandis que plus de deux sur dix (21 %) indiquent y avoir déjà souscrit, soit au total 58 % des actifs séduits par ce placement.** Si le score observé auprès des intentionnistes enregistre une baisse notable de - 9 points par rapport à la précédente mesure d'avril 2024, les actifs franciliens sont néanmoins plus nombreux à déclarer avoir déjà souscrit ce type de produit par rapport à l'an dernier (+ 5 points).

• **Parmi les principales raisons évoquées par les actifs réfractaires à souscrire un PER, l'arbitrage avec d'autres priorités financières** (fin de mois, remboursement d'un prêt, Plan Épargne Logement, ...) arrive en tête avec 30 % de citations, suivent 29 % d'actifs franciliens citant **l'aspect contraignant du blocage des fonds jusqu'à leur retraite**, 28 % se montrant **sceptiques quant à la fiscalité supposément avantageuse du produit** et 23 % justifiant leur non-souscription par le fait qu'il soit **déjà trop tard**.

À l'inverse, 17 % ne semblent pas encore se projeter sur leur départ à la retraite et ne s'estiment pas assez renseignés sur le sujet, 15 % privilégient d'autres types de placements (exemple : assurance vie, Sociétés Civiles de Placement Immobilier) et 12 % éprouvent des difficultés à comprendre les modalités du PER.

En mineur, moins d'un actif réfractaire sur dix fait confiance au système de retraite par répartition actuel pour maintenir son niveau de vie ou ne mentionne enfin aucune raison.

La hiérarchisation des freins à la souscription est similaire à celle observée au niveau national.

RÉSULTATS NATIONAUX AUPRÈS DES FEMMES

La souscription à un PER semble intéresser davantage les actives que leurs homologues masculins, avec 36 % d'entre elles ayant l'intention d'y souscrire contre 31 % des hommes actifs. Elles sont en revanche **moins nombreuses qu'eux à avoir déjà sauté le pas**, 18 % y ayant déjà souscrit versus 21 % des hommes actifs.

« La prise de conscience sur la nécessité d'épargner par soi-même pour sa retraite est acquise pour la très grande majorité des actifs. Nous observons une augmentation du passage à l'acte, notamment au travers du succès du Plan Épargne Retraite (PER) ; il semble y avoir quelques tiraillements financiers pour le faire en Île-de-France, à cause par-dessus tout du poids d'autres priorités budgétaires et parce que les fonds sont bloqués jusqu'à la retraite »,

Catherine Baudeneau.

III - LE FINANCEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Suite aux décisions de l'Europe quant à son besoin de retrouver son indépendance en matière de défense, l'État français a

annoncé en mars le projet de création d'un fonds de capital-investissement dédié au financement de l'économie de défense nationale. Après rappel du projet, trois questions spécifiques sur ce sujet d'actualité ont été introduites dans le questionnaire 2025 de ce sondage. Les résultats en Île-de-France révèlent que :

37 % de Franciliens sont prêts à investir une partie de leurs économies dans des fonds d'investissement ou des produits d'épargne destinés au financement de la défense nationale (dont 9 % « certainement »); respectivement, + 8 et + 4 points par rapport aux scores à l'échelle nationale. Pour 34 % d'entre eux, il s'agit avant tout d'un engagement citoyen, estimant qu'il est de leur devoir de contribuer à l'effort de défense nationale, tandis qu'un quart des répondants mentionnent un sentiment d'inquiétude face au contexte international, qui les pousserait à agir à leur échelle pour la sécurité du pays (25 %) et qu'une proportion moindre exprime le désir de soutenir les Petites et Moyennes Entreprises (PME) et les Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) françaises du secteur de la défense, notamment dans leurs activités de développement, de production et d'innovation (20 %) ou encore est attirée par le rendement potentiellement attractif (18 %). 2 % ne mentionnent aucune raison particulière. Ces motivations sont très homogènes entre les régions.

À l'inverse, parmi les 63 % de Franciliens (- 8 points par rapport à la moyenne nationale) qui sont plutôt réfractaires à investir dans des fonds d'investissement ou des produits d'épargne dédiés à la défense nationale, 20 % considèrent avant tout ce financement comme une prérogative devant relever exclusivement de l'État et des impôts, tandis que 20 % autres expriment des craintes liées aux risques financiers que pourraient représenter ces placements.

Enfin, 15 % des Franciliens valorisent l'idée selon laquelle financer l'économie de la défense irait à l'encontre de leurs principes éthiques et 12 % que cela ne correspond pas à leurs attentes et à leurs besoins en matière d'épargne, en raison d'une durée de placement trop longue ou d'un montant d'investissement initial trop élevé.

En mineur, moins d'un répondant sur dix se montre sceptique quant au rendement de cet investissement ou estime ne pas avoir les moyens d'investir dans ces fonds ou bien que le financement de la défense n'est pas compatible avec une politique Environnementale, Sociale et de Gouvernance (ESG) ou encore ne mentionne aucune raison particulière.

RÉSULTATS NATIONAUX AUPRÈS DES FEMMES

S'agissant de l'intérêt pour le financement de l'économie de la défense nationale, moins d'un quart des femmes se déclaraient prêtes à investir une partie de leurs économies dans des produits d'épargne dédiés à la défense nationale (23 %, contre 36 % d'hommes, soit un écart de 13 points).

Par rapport aux hommes, elles ont tendance à être davantage motivées par l'inquiétude engendrée par le contexte international actuel (27 %, + 9 points versus les hommes), que par le rendement potentiellement attractif de ces fonds d'investissement ou produits d'épargne (18 %, - 5 points versus les hommes).

En parallèle, celles qui ne souhaitent pas investir au profit de la défense nationale évoquent les mêmes raisons que les hommes, dans des proportions tout à fait similaires.

« L'orientation de l'épargne privée pour le financement de la défense nationale suscite des réactions hétérogènes et marquées, du sentiment de devoir citoyen jusqu'au refus pour raisons éthiques. C'était un domaine plutôt exclu des offres financières jusqu'à aujourd'hui et, même si les habitants d'Île-de-France sont plus nombreux à se déclarer prêts à investir dans ce secteur que la moyenne nationale, il faudra de la pédagogie ainsi que de la transparence sur le sujet »,

Catherine Baudeneau.

Méthodologie : Le « Baromètre 2025 de l'Épargne en France et en régions » a été réalisé par Ifop du 31 mars au 11 avril 2025, auprès d'un échantillon de 2 401 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, et constitué selon la méthode des quotas. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne.

* Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante : « Baromètre Ifop pour Altaprofits, 2025 » et aucune reprise de l'enquête ne pourra être dissociée de cet intitulé.

Contact presse :

Brigitte Huguet - Tél. + 33 1 46 34 78 61 - information-presse@altaprofits.fr

À propos d'Altaprofits : Altaprofits est Courtier et Conseil en Gestion de Patrimoine sur Internet depuis 1999. Son ambition : défendre les épargnants et leur proposer des solutions d'épargne et d'investissement sur Internet associées à l'expertise de conseillers en gestion de patrimoine.

Altaprofits propose :

- Des solutions en épargne, retraite et immobilier conçues pour tous les projets et avec des partenaires assureurs et sociétés de gestion d'actifs de renom. Ses contrats sont régulièrement récompensés par la presse financière et patrimoniale.

- Une équipe de conseillers à l'expertise patrimoniale reconnue qui accompagne les épargnants dans la construction, la valorisation et la transmission de leur patrimoine. Décryptage de l'actualité économique et financière, clarté et transparence constituent leurs priorités.

- Une plateforme internet altaprofits.com, pour consulter et interagir en toute sécurité et en temps réel sur l'épargne et un robo-advisor qui permet de suivre et d'optimiser la gestion financière de son contrat, en analysant quotidiennement le couple rendement/risque.

Au service de toutes les stratégies patrimoniales, les principaux domaines d'expertise d'Altaprofits sont l'assurance vie, la retraite, l'investissement en immobilier, à travers les SCPI (Sociétés Civiles de Placement Immobilier) et le Private Equity, ainsi que les produits de défiscalisation.

Altaprofits est une Société par Actions Simplifiée (SAS) au capital de 11 912 727,82 euros ayant son siège social au 35-37, rue de Rome - 75008 Paris. Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 535 041 669 et sur le registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance (www.orias.fr) sous le numéro 11 063 754. Tél. : 01 44 77 12 14 (*appel non surtaxé*) / www.altaprofits.com